

Marché public de prestations intellectuelles

Groupement de commandes entre le Syndicat Mixte de l'Ehn-Andlau-Scheer (en sa qualité de coordonnateur), le Syndicat Des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle, l'Eurométropole de Strasbourg et la Communauté de communes du Pays de Sainte Odile.

Étude globale des cours d'eau et des zones humides du bassin versant de l'Ehn-Andlau-Scheer

Règlement de consultation (RC)

Référence du marché

MPEAS2501

Type de marché

CPV : 71313000-5 Services de conseil en ingénierie de l'environnement

Marché de prestations intellectuelles passé selon la procédure adaptée (article L. 2123-1 du Code de la Commande Publique).

Date limite de réception des offres

Le 20 juin 2025 à 12H00

SOMMAIRE

ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
ARTICLE 2. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	<u>34</u>
2.1. OBJET	<u>34</u>
2.2. NOMENCLATURE	<u>34</u>
2.3. FORME DU MARCHE	4
2.4. DUREE DU MARCHE – RECONDUCTION.....	4
2.5. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS	4
2.6. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	<u>45</u>
ARTICLE 3. ORGANISATION DE LA CONSULTATION	<u>45</u>
3.1. MODE DE PASSATION.....	<u>45</u>
3.2. LISTE DES DOCUMENTS TRANSMIS AUX CANDIDATS	<u>45</u>
3.3. VARIANTES	<u>45</u>
3.4. FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT	5
3.5. MODIFICATION AU DOSSIER DE CONSULTATION	5
3.6. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	<u>56</u>
3.7. MODALITES DE REMISE DU DOSSIER DE CONSULTATION	<u>56</u>
ARTICLE 4. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	<u>56</u>
4.1. DOCUMENTS A PRODUIRE.....	<u>56</u>
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	7
5.1. TRANSMISSION ELECTRONIQUE	<u>78</u>
5.2. TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER	<u>89</u>
ARTICLE 6. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	9
6.1. SELECTION DES CANDIDATURES.....	9
6.2. ATTRIBUTION DU MARCHE.....	9
6.3. SUITE A DONNER A LA CONSULTATION	11
ARTICLE 7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	<u>11</u>12
7.1. 8.1 - ADRESSES SUPPLEMENTAIRES ET POINTS DE CONTACT.....	<u>11</u> 12
7.2. 8.2 - PROCEDURES DE RECOURS.....	<u>11</u> 12
ARTICLE 8. ACCEPTATION DU PRESENT REGLEMENT	<u>11</u>12

ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR

**SYNDICAT MIXTE DE L'EHN-ANDLAU-SCHEER
(Coordonnateur du groupement de commandes)**

38 rue du Maréchal Koenig
67210 OBERNAI

représenté par son Président, Monsieur Fabien BONNET.

Il est précisé que la présente consultation entre dans le cadre d'un groupement de commandes entre le Syndicat Mixte de l'Ehn-Andlau-Scheer (SMEAS), le Syndicat Des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle (SDEA), l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) et la Communauté de communes du Pays de Sainte Odile (CCPO).

ARTICLE 2. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

2.1. Objet

La présente consultation a pour objet la passation d'un marché public de prestations intellectuelles référencée sous le numéro **MPEAS2501** relatif à la réalisation d'une **étude globale des cours d'eau et des zones humides du bassin versant de l'Ehn-Andlau Scheer**.

Lieu(x) d'exécution :

Le bassin versant de l'Ehn-Andlau-Scheer, situé dans le département du Bas-Rhin (67) et qui concerne tout ou partie du territoire de cinq Etablissements de Coopération Intercommunale tel qu'indiqué aux 1.2, 1.3 et 1.4 du CCTP.

Personne habilitée à donner les renseignements :

Monsieur le Président du Syndicat Mixte de l'Ehn-Andlau-Scheer.

Interlocuteur de coordination :

Arnaud PRINGARBE (courriel : a.pringarbe@smeas.fr)

2.2. Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés publics européens (CPV) est :

Code principal	Description
71313000-5	Services de conseil en ingénierie de l'environnement

2.3. Forme du marché

Le marché prend la forme d'un marché ordinaire. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes émis par chacun des membres du groupement de commandes constitué.

2.4. Durée du marché – Reconduction

La durée d'exécution du marché est de vingt-quatre (24) mois à compter de la date de notification du marché. Le marché n'est pas reconductible.

Si, à l'issue de la durée initiale de deux ans, l'ensemble des prestations prévues au marché n'auraient pas pu être entièrement réalisées en raison de circonstances imprévues, le marché pourra être prolongé, par avenant, pour la durée strictement nécessaire à l'achèvement des prestations restantes et sans que cette prolongation ne puisse excéder 6 mois.

2.5. Décomposition en tranches et en lots

Le marché ne comporte pas de tranches. Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2.6. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

ARTICLE 3. ORGANISATION DE LA CONSULTATION

3.1. Mode de passation

Le marché est passé selon la procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article L2123-1 du Code de la Commande Publique.

3.2. Liste des documents transmis aux candidats

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est composé des pièces suivantes :

- Le Règlement de la Consultation
- Les Actes d'Engagement (AE) : il y a un acte d'engagement par membre du groupement de commandes (soit 4 actes d'engagement au total).
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
- La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF)

3.3. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.4. **Forme juridique du groupement**

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Ce dernier peut également présenter une candidature individuelle.

3.5. **Modification au dossier de consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.6. **Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

3.7. **Modalités de remise du dossier de consultation**

Le dossier de consultation est consultable et téléchargeable gratuitement depuis le **site internet d'Alsace Marchés Publics** accessible à l'adresse suivante : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plate-forme de dématérialisation où elle renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...).

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

ARTICLE 4. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.1. **Documents à produire**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes qui devront être dûment complétées et signées :

Pièces de la candidature :

Il s'agit des pièces prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique.

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel qualifié ou d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat

Pour présenter sa candidature, le candidat utilise les formulaires **DC1 (lettre de candidature)** et **DC2 (déclaration du candidat)**. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site internet du ministère de l'économie. Les candidats produisent les pouvoirs des personnes habilitées à les engager juridiquement.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Dans leur offre, les candidats doivent produire les documents suivants, dûment complétés et signés :

Libellés
Les actes d'engagement (un acte d'engagement par membre du groupement de commandes soit 4 actes d'engagement au total)
Le mémoire justificatif de l'offre (mémoire technique à rédiger par le candidat)
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
Le calendrier détaillé d'exécution des prestations (planning reprenant les différentes phases et sous-phases, réunions du COTECH et du COPIL)

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants. **Si un groupement d'entreprises candidate à la procédure via le DUME, chaque co-traitant devra remplir un DUME. Il en va de même pour chaque sous-traitant.**

ARTICLE 5. Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

5.1. Transmission électronique

Les soumissionnaires doivent répondre obligatoirement par voie électronique à la présente consultation, avant la date et heure limites fixées sur la page de garde du présent document.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur. L'inscription sur la plate-forme de dématérialisation est gratuite et se fait à l'adresse suivante : www.plateforme.alsacemarchespublics.eu

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente. **Ainsi, en cas d'oubli d'un document, veuillez effectuer un nouveau dépôt en joignant l'ensemble des pièces de votre offre** exigées au titre de la présente consultation. **Seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur.**

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Copie de sauvegarde

Les soumissionnaires conservent la possibilité de transmettre, en parallèle de leur réponse envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde uniquement sur support physique électronique (clé USB).

Cette copie, pour être éventuellement valablement utilisée, doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des plis.

Cette copie doit être placée dans un pli qui doit comporter les mentions suivantes « COPIE DE SAUVEGARDE - l'intitulé de la consultation et le N° SIRET / dénomination du candidat ».

Ce pli devra parvenir à l'adresse ci-dessous avant la date et l'heure limites indiquées en page de garde du présent document :

SYNDICAT MIXTE DE L'EHN-ANDLAU-SCHEER
38 RUE DU MARECHAL KOENIG
67210 OBERNAI

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le document électronique transmis par le candidat ;
- défaillance du système informatique ou lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation, c'est un droit du soumissionnaire qui peut décider ou non de l'exercer.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par l'acheteur.

Formats de fichiers acceptés

Pour les documents exigés par l'acheteur, le format autorisé en réponse est le PDF.

Le format PDF devra être issu d'une impression/enregistrement PDF et en aucun cas d'un scan.

Si l'opérateur économique souhaite transmettre des documents supplémentaires autres que ceux exigés par l'acheteur alors il lui appartient de transmettre ces documents dans des formats réputés « largement disponibles » (ex. : PDF, DOCX, XLSX, JPG).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Nommage des fichiers acceptés

Il vous est demandé de ne remettre uniquement les documents souhaités par l'acheteur (cf. Article 4 du RC). De plus, chaque pièce donnera lieu à son propre fichier informatique. Il est vivement recommandé de ne pas fusionner tous les documents en un seul fichier.

Il est également préconisé d'intervenir le moins possible dans le nommage des pièces transmis à l'acheteur.

En cas d'intervention sur le nommage, il est indispensable d'éviter l'utilisation des espaces, des accents et de caractères spéciaux. Il est donc souhaitable de remplacer l'espace par le tiret du bas « _ » et d'utiliser les MAJUSCULES.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

5.2. Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

ARTICLE 6. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1. Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

En application de l'article R2161-4 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

6.2. Attribution du marché

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra devenir régulière ou acceptable au cours de la négociation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Lorsque la négociation a pris fin, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

En l'absence de négociation, seule une offre irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Le pouvoir adjudicateur retiendra l'offre économiquement la plus avantage à l'issue d'un classement. Le choix de l'offre s'effectue sur une notation de 100 points selon les critères et sous-critères suivants :

Critères	Base de notation
1 - Prix des prestations L'évaluation de ce critère sera jugée sur la base du prix indiqué dans l'acte d'engagement. Le calcul de la note est réalisé selon la formule suivante : Note de l'offre = (Montant de l'offre la moins-disante / Montant de l'offre à noter) X Base de notation Montant de l'offre la moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues). Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.	40 points
2 - Valeur technique La valeur technique sera jugée à partir des renseignements fournis dans le <u>Mémoire technique justificatif de l'offre</u> remis par le soumissionnaire et évaluée en fonction des sous-critères suivants :	55 points

<p>Note de présentation de la réponse technique (35 points) : propositions pertinentes et détaillées permettant de vérifier la compréhension du contexte et des enjeux et détaillant les prestations à réaliser pour répondre aux différents éléments de la commande. La réponse devra s'appuyer sur les différents éléments du cahier des charges (CCTP). La note de présentation comprendra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une appréciation du contexte dans lequel s'inscrit la prestation avec une présentation synthétique du secteur d'étude - Une appréciation des enjeux et des contraintes de réalisation identifiées - Une reformulation des attentes, du besoin - Une description des éléments de méthodologie qui seront mis en œuvre par élément de mission - Une présentation des éléments de connaissance du bassin versant dont dispose déjà le soumissionnaire (études déjà réalisées) et qui pourront être utilisés / valorisés dans le cadre de l'étude pour répondre aux attentes. - Les moyens qui seront mis en œuvre pour garantir la qualité des prestations, et le respect des délais. - Une description des livrables et des moyens de communication avec le maître d'ouvrage - Tout schéma, illustrations, photos...permettant d'illustrer le propos et d'améliorer la compréhension de la réponse technique - La note devra être rédigée de manière logique et hiérarchisée au regard du CCTP. Elle sera rédigée dans un style compréhensible par le plus grand nombre. <p>Qualité, compétence et organisation de l'équipe projet (20 points) qui sera mise en place pour répondre aux attentes de l'étude :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Composition de l'équipe-projet : organigramme de l'équipe avec rôle de chacun des membres vis-à-vis des besoins à satisfaire - Désignation d'un chef de projet, interlocuteur dédié au marché permettant de garantir la bonne réalisation des missions - Adéquation des moyens humains au vu du travail demandé (organisation générale, coordination, répartition des tâches, quantification...) et capacité à s'entourer de spécialistes externes pour répondre à la commande - Qualité des intervenants : CV mettant en avant les qualifications et expériences de chacun en lien avec les thématiques à traiter et domaines de compétences associés (Écologie des milieux aquatiques et des zones humides / Hydrologie Hydraulique / Modélisation hydraulique de rivières et inondations /Expertise d'ouvrages hydraulique et génie civil / Géomorphologie et érosion / Géomatique et cartographie) 	
<p>3 - Délai d'exécution des prestations</p> <p>Le délai d'exécution des prestations sera jugé à partir du planning prévisionnel et détaillé de réalisation de l'étude. Il sera remis par le soumissionnaire dans son offre et s'appuiera sur les différentes phases et sous-phases prévues dans l'étude.</p>	<p>5 points</p>

Concernant les prix forfaitaires, en cas de discordance constatée dans une offre, le prix indiqué à l'acte d'engagement prévaudra sur celui porté sur la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). Le candidat sera invité à mettre la DPGF en cohérence avec le prix de l'acte d'engagement.

6.3. Suite à donner à la consultation

La collectivité n'est pas tenue de négocier, toutefois elle se réserve cette possibilité dans le respect des principes de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

ARTICLE 7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

7.1. 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://alsacemarchespublics.eu/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

7.2. 8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal Administratif de Strasbourg
31 avenue de la Paix
BP 51038
67070 STRASBOURG CEDEX

Tél : 03 88 21 23 23
Télécopie : 03 88 36 44 66
Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

ARTICLE 8. ACCEPTATION DU PRESENT REGLEMENT

La participation à la présente consultation emporte pour le candidat l'acceptation sans réserve d'aucune sorte, du présent règlement.